

LA GRECE : LE QUATRIEME MEMORANDUM EST INEVITABLE A MOINS QUE...

Maria NEGREPONTI-DELIVANIS

*Docteur d'Etat ès Sciences Economiques (Sorbonne)
ancien Recteur de l'Université de Macédoine, Thessalonique, Grèce*

delimar@uom.edu.gr

Résumé :

L'économie grecque, ravagée déjà par les Mémoires, se trouve en pleine pandémie, qui la menace d'un 4ème Mémoire. Ayant perdu environ 32% de son PNB, en comparaison avec celui d'avant 2010, et ayant une dette de plus de deux fois supérieure à son PIB, elle ne peut pas, en plus, espérer en une aide du Fond de Relance, incapable de servir ses propres besoins urgents. Alors, avant que le 4ème Mémoire n'envahisse le pays, il est urgent d'insister sur certains arguments de sauvetage, oubliés, tels que, la Grèce fut la victime du sauvetage des banques européennes, l'Allemagne, pendant 81 ans, refuse de payer ses dettes à la Grèce, le programme du Mémoire était erroné comme l'a souligné Olivier Blanchard, etc.

Mots-clés : dette, mémoire, pandémie, UE, banques, arguments.

Abstract:

The Greek economy, already devastated by the Memorandums, is in the midst of a pandemic, which threatens it with a 4th Memorandum. Having lost about 32% of its GNP, in comparison with that of before 2010, and having a debt more than twice its GDP, it cannot, in addition, hope for aid from the Recovery Fund, unable to serve its own urgent needs. So, before the 4th Memorandum does not invade the country, it is urgent to discuss some rescue arguments, forgotten. Such as, Greece was the victim of the rescue of European banks, Germany, for 81 years, refuses to pay its debts to Greece, the program of the Memorandum was erroneous as pointed out by Olivier Blanchard etc

Keywords: debt, memorandum, EU, banks, pandemic, arguments.

Classification JEL Z0.

L'économie grecque était dans une impasse avant même la pandémie, ce que confirme son tableau statistique. La pandémie, comme elle était inévitable, a aggravé sa situation chronique et désespérée, car elle a ajouté plusieurs points négatifs supplémentaires, à l'énorme déclin du PIB causé par les Mémoires.

Elle a fait exploser la dette publique et privée, renforcé les prévisions pessimistes des entrepreneurs et des consommateurs et exacerbé une inégalité de revenus sans précédent.

Dans cette réalité consolidée de l'économie grecque, il n'y a malheureusement pas de place pour la croissance. La conclusion s'impose d'elle-même, si l'on tient compte du fait que le

PIB de la Grèce en 2022 est inférieur au PIB correspondant avant les Mémoires, d'au moins 32%, que la croissance du PIB d'ici 2060 sera d'environ 1%, et que les spécifications des Mémoires qui nous sont imposés manquent de tout souffle de développement.

Les gouvernants actuels, malgré leurs fréquentes annonces enthousiastes sur l'évolution supposée positive de l'économie, semblent néanmoins conscients du marécage dans lequel nous nous enfonçons. C'est pourquoi, même si l'on exclut les références scandaleuses au Fonds de relance, qui, je le rappelle, ne servent que les intérêts du Nord de l'Europe, et non nos propres besoins urgents, ces dernières années, notre pays a été dépourvu de toute forme de préoccupation sérieuse pour la croissance économique. Au contraire, l'anxiété constante des responsables est monopolisée par la question de savoir comment, d'où et à quel prix l'argent sera obtenu pour faire face à nos charges mémorielles qui montent en flèche.

L'invasion de la pandémie a conduit au renversement complet des règles strictes de la politique monétaire et, en même temps, a encouragé certains espoirs, concernant la possibilité pour la Grèce d'exiger enfin ce qui lui est dû. En particulier, la panique liée à la nécessité immédiate de faire face au coronavirus a justifié l'allocation de milliers de milliards de dollars, par le biais de méthodes connues sous le nom de « helicopter money », a ravivé la prise de conscience des dangers de l'incontrôlable dette publique et privée qui a atteint 425% du PIB en Occident et 356% dans les pays en développement, a encouragé les discussions sur la nécessité d'en supprimer un pourcentage significatif et a ouvert la voie à de nouvelles théories qui minimisent l'importance primordiale de l'équilibre budgétaire.

Cet assouplissement monétaire, qui a prévalu pendant la pandémie, a dû être perçu par la Grèce comme une chance inespérée d'assurer sa survie. Au milieu de cette rupture, dont les conditions favorables ne seront probablement pas maintenues après la fin de la pandémie, la Grèce devrait donc s'empresse de renoncer à son statut d'« élève le plus docile de l'UE », comme le projetait un récent numéro de *The Economist*, puis rassembler un par un tous ses droits illimités, qui constituent des arguments très forts pour défendre son sauvetage, les poursuivre jusqu'au bout du monde, rechercher des alliances sincères et, surtout, engager le peuple grec autour de la terre dans une lutte pour la survie.

La Grèce est en effet dans une situation misérable, surtout au cours des 11 dernières années. Les menaces et les coups contre sa souveraineté nationale, qu'elle reçoit quotidiennement, sont traités avec indifférence par ses partenaires, à la seule exception de la France. Les mémoires, avec leurs exigences souvent criminelles, l'ont appauvrie.

Il est certain, cependant, que la Grèce n'aurait jamais atteint cette dernière étape de son existence, si elle n'avait pas accepté avec une incroyable soumission, des péchés d'un autre monde et des humiliations inacceptables, abandonnant ses droits souverains d'une manière mortellement dangereuse, consentant à son asservissement pour des dettes qui étaient parfaitement viables au début de la crise, bradant ses biens publics et inactivant toute sorte d'argument défensif.

L'espoir de la fin de la pandémie coexiste malheureusement avec le risque d'un retour du statut monétaire qui était en vigueur avant le virus, grevé par la résurgence de l'inflation, après 40 ans d'absence. On parle déjà d'une hausse des taux d'intérêt qui, en plus de freiner une reprise très incertaine, alourdira la dette grecque. La prédiction du 4ème Mémoire

est, aujourd'hui, plus valable que jamais, même si elle sera certainement présentée sous un nom convaincant.

Dès le début de la crise, nous disposions de nombreux arguments importants pour éviter la tragédie de ces 11 dernières années, mais nous les avons tous rejetés. Nous sommes peut-être aujourd'hui face à notre dernière chance de salut.

Les arguments

Il n'existe aucun pays européen moderne qui ait été la cible d'autant d'attaques sauvages, de comportements impitoyables, d'accusations injustes, de sentiments punitifs de la part de ses partenaires, de violation de ses droits souverains, d'imposition d'un plan dangereusement erroné, de saisie de sa richesse publique. Il convient de préciser à ce stade que les constatations ci-dessus n'impliquent nullement qu'il n'y ait pas eu de dette, ni même que cette dette ne doive pas être remboursée.

Un Mémorandum était clairement nécessaire ; mais, Mémorandum au contenu totalement différent de celui qui a été imposé à notre pays. Principalement un Mémorandum avec des spécifications qui assureraient le service de la dette par la croissance et non par la décroissance, comme la France l'avait insisté dès le début, tandis que l'Allemagne faisait la sourde oreille. Alors, avant que le 4ème Mémorandum (ou quel que soit le nom qu'on lui donne) n'envahisse nos vies, revoyons certains de nos arguments de sauvetage, en espérant qu'ils ne continueront pas à hiberner.

Commençons par le chapitre 22 des mémoires de Barack Obama, qui est une preuve indiscutable des positions grecques, car son contenu confirme de la manière la plus officielle ce qui a été largement diffusé depuis le début du drame du mémorandum. C'est-à-dire que l'UE et l'euro n'ont pas été « mis en danger » par la dette grecque, après tout absolument viable (environ 120% du PIB de l'époque), et l'UE et le FMI n'ont pas non plus décidé d'intervenir pour « sauver la Grèce », comme cela a été généralement soutenu au début de la crise. Au contraire, il devient clair que la panique de l'UE à l'époque, qui a conduit à demander l'aide du FMI pour l'atténuer, était liée au risque encouru par les banques franco-allemandes, qui avaient accumulé beaucoup d'obligations grecques. Il a été jugé que le salut des banques ne serait possible qu'en enjambant le cadavre du peuple grec. Donc, maintenant que les banques ont été sauvées, il est impératif d'atténuer, au moins, la condamnation à mort de la Grèce. En même temps, ce serait le bon moment pour clarifier le résultat final de la déclaration souvent répétée de l'UE selon laquelle son désir était de « sauver la Grèce ». Comme les chiffres le montrent strictement, cette intention de l'UE de nous sauver, a abouti après 11 ans, à ce qui suit :

- Un quasi-doublement de la dette grecque, en pourcentage du PIB,
- Une réduction de notre PIB d'au moins 25 % (afin de ne pas faire peser sur l'UE les effets négatifs supplémentaires de la pandémie),
- Une prévision du FMI selon laquelle, d'ici 2060, notre taux de croissance moyen sera d'environ l'unité,

Actuellement, seul le revenu par habitant de la Bulgarie est inférieur au nôtre, alors qu'au début de la crise, nous étions au sommet des Balkans.

Ne nous étendons pas en invoquant un tas de preuves inébranlables, qui témoignent de la destruction à long terme de notre développement potentiel, sur plusieurs générations.

Poursuivons avec le gonflement inexplicable du déficit, au début de la crise, qui ne peut pas entrer dans la catégorie des « théories du complot », car c'est un cas qui préoccupe la justice grecque depuis de nombreuses années. Concernant cette étrange affaire, aucune conclusion arbitraire ne peut évidemment être tirée avant son jugement définitif. Cependant, les responsables devraient accélérer, par tous les moyens légaux, la décision finale du tribunal. Car, s'il est réellement prouvé que le gonflement du déficit a été induit, puisque c'est quelque chose qui s'est apparemment produit « du jour au lendemain », la Grèce sera sauvée, et sera en droit d'exiger une énorme compensation, pour les souffrances qu'elle a endurées jusqu'à présent (une compensation qui ne pourra toutefois pas éliminer les horreurs qui ont eu lieu pendant ces 11 années). Quoi qu'il en soit, on peut espérer qu'une telle décision est susceptible de faire la lumière sur les raisons pour lesquelles les dirigeants actuels de l'UE, à la veille du prononcé de chacune des nombreuses décisions de justice relatives à cette affaire, ont été excessivement sensibles au sort de l'ancien président d'ELSTAT.

La Grèce aurait encore la possibilité de remonter le temps, jusqu'en 2013, afin de corriger ce qui a été passé sous silence à l'époque. Je vous rappelle que l'économiste en chef du FMI de l'époque, Olivier Blanchard, a admis en 2013, que le programme du Mémorandum « était une erreur ». Et cette erreur, comme l'a souligné Olivier Blanchard, a entraîné un degré de contraction de l'économie grecque beaucoup plus important que prévu à l'origine, avec toutes ses conséquences négatives. Étant donné que cette erreur, bien que discutée dans les médias internationaux, a été traitée comme une « discussion interdite » en Grèce, il serait impératif aujourd'hui de relancer celle-ci.

Un autre groupe d'arguments en faveur de l'annulation de la dette, bien que perdu dans un passé lointain, concerne le traitement vraiment incroyable, par les gouvernements grecs respectifs, du prêt d'occupation, des atrocités nazies, qui ont rasé l'économie grecque de l'époque, ainsi que de l'enlèvement d'antiquités de grande valeur. Cela fait 81 ans, mais l'Allemagne refuse de payer ses dettes à la Grèce, et notre pays s'en souvient environ une fois tous les 10 ans, mais même alors, il est assez réticent à aborder cette question épineuse. Au cours de ces huit décennies, pendant lesquelles l'Allemagne refuse de payer ses dettes, la Grèce a été confrontée à de grandes difficultés, qui auraient été moins dévastatrices si la dette avait été remboursée. Notre pays aurait eu un taux de croissance plus rapide que celui qu'il a enregistré, et n'aurait probablement pas été conduit à l'emprise des Mémorandums.

En calculant le taux d'intérêt sur toutes ces années, la dette allemande est estimée à environ 1 000 milliards. Or, l'Allemagne continue de refuser d'honorer ses obligations. Mais si un pays comme la Grèce, qui est mis à rude épreuve, cherche des solutions, des solutions peuvent être trouvées. Le Comité, qui vient d'être mis en place et qui a succédé à plusieurs autres, avec la participation de l'IHA, de la Fondation Delivanis et du Congrès gréco-canadien, a discuté de la suspension du remboursement des dettes grecques envers l'Allemagne, comme mesure de pression possible, jusqu'à ce qu'elle rembourse ses dettes beaucoup plus importantes. La confiscation éventuelle des biens allemands en Grèce a également été discutée, ainsi qu'un

effort coordonné pour faire largement connaître ce problème en Europe et dans le monde. Si, dans le cas d'une économie aussi riche que l'Allemagne, qui est à la tête de l'UE, le refus de rembourser ses dettes, qui trouvent leur origine dans l'occupation nazie, est si simple, il est raisonnable de se demander pourquoi il n'en va pas de même pour sa victime, la Grèce.

Afin d'éviter, si possible, le 4ème Mémoire.